

VINGT ANS APRÈS LA MORT DE ZYED ET BOUNA, LA POLICE TUE TOUJOURS PLUS



Vingt ans après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, électrocutés en fuyant un contrôle de police, le bilan est accablant : les forces de répression de l'État sont aujourd'hui encore plus meurtrières.

Nos pensées vont à la famille et aux proches de Zyed, Bouna et aussi Muhittin. On n'oublie pas, on ne pardonne pas !

DES CHIFFRES EFFRAYANTS

Depuis 2005, plus de 560 personnes sont mortes à la suite d'une interaction avec la police ou la gendarmerie, selon les recensements de Basta ! et du Bondy Blog parus ces derniers jours. Parmi elles, 162 ont péri lors de simples contrôles. En vingt ans, le nombre de décès annuels a plus que triplé : une dizaine dans les années 2000, plus de 65 en 2024.

La loi de 2017, votée sous Hollande, a ouvert un véritable permis de tuer : les tirs sur véhicules en fuite ont été multipliés par cinq. Loin de limiter les drames, cette politique sécuritaire les a institutionnalisés. En 2022 et 2024, les tirs mortels atteignent des niveaux inédits, et la France est désormais le pays européen où l'on meurt le plus des mains de la police.

UNE VIOLENCE RACISTE ET CAPITALISTE

Le profil des victimes reste constant : jeunes hommes non blancs, issus des classes populaires et des quartiers populaires. Ils meurent pour un feu rouge, un défaut de casque, un refus d'obtempérer, une crise de détresse psychique. La BAC et les brigades motorisées sont en première ligne.

Cette violence n'est pas un dérapage : elle est structurelle, inscrite dans une police façonnée par la gestion coloniale des populations racisées, par la défense d'un ordre social inégalitaire, par la répression des mouvements sociaux et écologistes.

L'impunité judiciaire en est le bras armé : aucun des policiers responsables de la mort de Zyed et

Bouna n'a été condamné. Vingt ans plus tard, rien n'a changé.

AFFAIBLIR, DÉARMER, DÉMANTELER LA POLICE

Lorsqu'on parle de la police, on a l'impression qu'elle a toujours existé et que l'humanité a impérativement besoin des policiers : sans elle, le monde ne serait que chaos, « anarchie », et la plupart des personnes ne seraient pas protégées.

Mais la police protège la propriété privée, pas la vie ; elle étouffe la contestation, elle ne combat pas la violence sociale. Face à cette institution structurée par le racisme, le virilisme et le corporatisme, l'abolition de la police et du système pénal répressif doit être notre horizon politique.

En nous appuyant sur les acquis des mouvements abolitionnistes, nous proposons l'affaiblissement et le désarmement de la police. Contre l'ordre policier et raciste, nous voulons :

- l'abrogation des lois sécuritaires, en priorité la loi Cazeneuve sur le refus d'obtempérer ;
- la fin des contrôles d'identité racistes / au faciès et de la « politique du chiffre » ;
- le désarmement de la police au contact de la population ;
- la dissolution de la BAC et de tous les corps spéciaux de répression (CI, CSI, BRAV-M) ;
- l'interdiction du LBD ;
- l'interdiction de l'utilisation d'armes de guerre pour le maintien de l'ordre (grenades de désencerclement, GM2L) ;
- la réforme de l'IGPN et la fin de l'impunité policière ;
- la réforme du recrutement et de la formation des policier·es ;
- l'abrogation des lois racistes et islamophobes.



Montreuil, le 28 octobre 2025

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission

contact@npa2009.org